

Résumé des journées LIT Expert 2024

En quoi le bien-être animal contribue-t-il à donner du sens au travail des éleveurs et participe-t-il à leur propre bien-être ? C'est cette grande question que le LIT OUESTEREL a souhaité éclairer lors de la 4ème édition des journées LIT Expert. Organisées à Rennes les 22 et 23 octobre 2024, elles ont fédéré plus de 200 inscrits.

Les trois premières sessions de travail ont permis d'aborder différents points de vue : celui des éleveurs, d'abord, au travers de la place du bien-être animal dans le travail quotidien, celui des parties prenantes (banques, pouvoirs publics, consommateurs, acheteurs, grande distribution) ensuite, et celui des jeunes générations enfin. Centrée sur les outils, la dernière session a montré les apports possibles des nouvelles technologies pour faciliter la mise en place de pratiques favorables au bien-être animal.

Le propos est unanime : aucun des intervenants qui ont osé changer leurs habitudes et pris le risque d'investir sur leur ferme ne voudrait revenir en arrière. Les apports liés à l'amélioration du bien-être animal sont indéniables, tant en ce qui concerne les conditions de travail que les performances de l'élevage, très souvent renforcées. Oui, améliorer le bien-être animal donne du sens au métier d'éleveur. C'est encore plus vrai chez les jeunes, pour qui la prise en compte des besoins comportementaux des animaux est de l'ordre de l'évidence. Toutefois, valoriser ces bonnes pratiques auprès du consommateur reste un challenge, de même que construire des politiques publiques susceptibles de soutenir leur développement.

Introduction : le programme du LIT OUESTEREL à mi-parcours : rétrospective et perspectives sur les travaux menés

Romain Piovan (directeur du LIT OUESTEREL)

Après près de quatre ans d'existence, Romain Piovan, directeur du LIT OUESTEREL, dresse le vaste panorama des thèmes de travail et des actions réalisées par l'association et ses 65 membres. La structure a trouvé sa place et développé un vrai savoir-faire dans la conduite de projets innovants. Elle est également parvenue à fédérer et à parler "de et avec" la société. Mais il lui reste des défis à relever. Parmi eux : rendre plus visible le déploiement des innovations sur le terrain ou faciliter l'appropriation par ses membres des résultats des projets. Ils seront au programme des deux années et demie restant avant la clôture du projet... qui ne devrait pas s'arrêter, le souhait de lui inventer une suite étant partagé.

Session 1 : La place du bien-être animal dans le travail quotidien des éleveurs

En s'intéressant aux conditions de travail des éleveurs et en les écoutant, cette première session donne à voir la réalité du travail dans les fermes et l'impact concret des améliorations liées au bien-être animal.

Conscientiser puis objectiver les effets de l'adoption de nouvelles pratiques favorables au bien-être des animaux sur les conditions de travail

Estelle Leroux (cheffe de projets innovation et co-construction en santé et bien-être animal au LIT Ouesterel)

72 % des éleveurs perçoivent le bien-être animal comme une opportunité, mais 45 % d'entre eux y voient également une contrainte dans leur travail. Pour aider à objectiver voir à lever cette contradiction, le LIT Ouesterel a entrepris de créer une démarche mettant en lien le bien-être animal et celui de l'éleveur, deux sujets traités la plupart du temps séparément. La première étape a consisté à définir ce qu'était la qualité au travail pour un éleveur. Afin de faciliter cette réflexion éminemment personnelle, le LIT Ouesterel s'est appuyé sur des échanges itératifs avec deux groupes d'éleveurs bovins. En a résulté une liste de 27 critères associés au bien-être de l'exploitant et répartis selon six axes : physique, psychique, cognitif, social, environnemental et économique. Présentés sous forme d'un jeu de cartes, ils permettent de laisser chacun se positionner en fonction de sa propre représentation du travail. C'est à l'aune de cette grille personnelle qu'est ensuite examiné l'effet des changements de pratiques réalisés sur la ferme en lien avec le bien-être animal. Le principe : comparer la situation nouvelle à la précédente en parcourant les différents critères du bien-être au travail à l'aide d'une présentation en radar. Une fois cet auto-diagnostic effectué, l'éleveur le partage en groupe. Un moyen d'identifier des pratiques qui pourraient l'intéresser et d'objectiver sa propre évaluation. Construite avec des éleveurs de bovins, cette démarche doit être étendue à d'autres espèces.

Sur le terrain : la place du bien-être animal et son impact sur le travail des éleveurs au quotidien.

Témoignage de Mickaël Benoît, éleveur porcin

Naisseur engraisseur et administrateur à la Cooperl, Mickaël Benoît est installé depuis 2004. Il travaille avec trois salariés et élève 400 truies, valorisées pour partie en Label Rouge, pour partie sous la mention "sans antibiotique". Le bien-être animal est à ses yeux une notion fondamentale, qu'il cultive depuis tout petit. Elle consiste en premier lieu pour lui à "domestiquer ses animaux", autrement dit à passer du temps avec eux pour qu'ils soient calmes. C'est aussi leur laisser une liberté de mouvement, installer des matériaux manipulables en maternité ou encore garder les mâles entiers. L'éleveur y gagne un confort de travail mais aussi une amélioration des performances, les animaux étant moins stressés. Conscient qu'il lui reste d'autres défis à relever, comme celui de la décarbonation, l'éleveur avance petit à petit. Sa boussole : ne pas dégrader ses performances économiques, voire les améliorer.

Témoignage d'Eric Humphry, éleveur de volailles de chair (accompagné d'une vidéo tournée chez Xavier Rivoal)

Pionnier parmi les éleveurs de dinde, Eric Humphry est le premier à avoir installé un préau pour offrir un accès extérieur à ses volailles. Sa réflexion date de 2013, lorsqu'il lui a fallu remplacer son vieux bâtiment. Soucieux du bien-être de ses volailles mais aussi de l'évolution des normes à venir, l'éleveur s'est rapproché de l'ONG Welfarm pour identifier ce qui était "acceptable". Il aura fallu plus de sept ans d'échanges réguliers avec l'organisation, de multiples visites des représentants de la grande distribution ou de la restauration collective sur la ferme pour qu'un modèle économique se dessine. Si la route a été longue, l'éleveur estime aujourd'hui "faire un autre métier". Grâce à ce préau qui représente 30 % de la surface de son bâtiment, ses conditions de travail ont radicalement changé : l'élevage est devenu

lumineux et bien plus respirable tandis que les performances des animaux, mieux oxygénés, ont augmenté. Et il lui est désormais possible de “faire son prix” car la demande est réelle.

Témoignage de David Clech, éleveur de bovins lait

David Clech, installé depuis 2006 en association avec sa mère, a décidé de jouer à plein la carte du bien-être animal. Ses 120 vaches bénéficient de logettes équipées de matelas à eau recouverts d'une litière faite de farine de paille et de talc. Le nettoyage s'en trouve simplifié, les mammites évitées. L'éleveur a également investi dans un robot. Il peut ainsi étaler la traite sur la journée, les vaches choisissant elles-mêmes leur moment. Les animaux ont également à leur disposition des brosses ainsi qu'un robot qui pousse régulièrement vers elles une ration fraîche, un moyen de les inciter à se lever, à boire et à se faire traire. Pour l'éleveur, la stratégie est à ce stade gagnante : ses conditions de travail sont meilleures grâce notamment à des traites moins contraignantes, et la productivité de son troupeau progresse.

Accompagnement des éleveurs aux changements grâce à un outil multicritères simple Béatrice Mounaix, Yvonnick Rousselière, Auriane Foreau, (respectivement de l'IDELE, de l'IFIP et de l'ITAVI)

Quels sont les effets concomitants des pratiques favorables au bien-être animal sur les conditions de travail de l'éleveur et les performances économiques et environnementales de la ferme ? Pour répondre à cette question clé dans l'adoption de ces pratiques, l'Itavi, l'Idèle et l'Ifip ont entamé début 2023 la construction de trois outils d'évaluation multicritères, réfléchis en commun mais adaptés à leurs filières respectives (volailles, bovins, porcs). Les trois instituts présentent leur réflexion sur les conditions de travail de l'éleveur. Elle s'appuie pour une partie sur les travaux menés par le LIT Ouesterel (voir présentation d'Estelle Leroux ci-dessus). Cinq types d'indicateurs sont pris en compte dans cette évaluation : le temps de travail, les risques (accidents, usure...), la charge mentale et la satisfaction (fierté, image renvoyée...). Les outils s'adaptent au questionnement des éleveurs, différents selon les espèces. En bovins, l'évaluation se centre ainsi sur le logement des animaux, la gestion du pâturage et la conduite des jeunes. En volailles, l'outil compare trois types de situations : élevage standard, avec enrichissements, en croissance lente avec enrichissements. En porcs, dix leviers d'amélioration sont regroupés selon trois objets : le changement de pratiques, l'aménagement des bâtiments et le changement de système. Pour montrer les impacts, l'évaluation part soit d'une situation standard, soit de la situation initiale de l'éleveur. Les trois outils seront disponibles gratuitement à partir de janvier 2025. Le travail se poursuivra ensuite, en s'étoffant de nouveaux leviers et données.

II. LE BIEN-ETRE ANIMAL : MIEUX COMPRENDRE LES ATTENTES DES PARTIES PRENANTES POUR MIEUX FOCALISER LES EFFORTS

Cette deuxième session se décentre de l'éleveur pour se tourner vers les autres parties prenantes que sont les financeurs, les pouvoirs publics, les consommateurs, les coopératives et la grande distribution. A chacun de ces maillons, les attentes sont fortes en matière de bien-être animal. Mais la capacité à financer les améliorations - que ce soit par le prix, des subventions ou des prêts - reste faible à ce stade.

Place relative du bien-être animal et attentes spécifiques de la part des financeurs privés et publics

Béatrice Eon de Chezelles (experte en viandes et charcuterie traiteur au Crédit Agricole)

Pour Béatrice Eon de Chezelles, experte en viandes et charcuterie traiteur au sein du Crédit Agricole, améliorer le bien-être animal dans une exploitation en porcs ou en volailles s'avère plus complexe que dans une ferme de bovins. Les changements à opérer sont à la fois plus coûteux et plus structurants, puisqu'ils peuvent avoir un fort impact sur la productivité. L'experte plaide pour une "approche coordonnée" sur ces questions, qui doit réunir les acteurs du privé et du public, tant au niveau national qu'europpéen. L'objectif est d'éviter de créer des surcoûts non valorisables ou des distorsions de concurrence avec les produits importés qui ne respecteraient pas les standards de production français ou européens. Compte tenu de la vétusté d'une grande partie des élevages monogastriques français, Béatrice Eon de Chezelles estime que d'ici 2033, les besoins en investissements seront de l'ordre de 5 milliards d'euros. Selon elle, tous sont liés - directement ou non - au bien-être animal. Dans cette perspective, la sensibilisation aux enjeux de RSE est désormais au cœur des rendez-vous des conseillers de la banque avec leurs clients. Le Crédit Agricole a par ailleurs mis en place début 2023 de nouveaux fonds dédiés à la transition du secteur.

Soutenir les efforts en matière de bien-être animal : de l'échelle régionale aux niveaux national et européen

Hervé Guyomard (directeur de recherche à l'INRAE et président du LIT OUESTEREL)

Pour Hervé Guyomard, président du LIT OUESTEREL et directeur de recherche à l'INRAE, le bien-être animal, au même titre que l'environnement, est un bien public global que les marchés ne sont pas en mesure de gérer. Son amélioration doit faire l'objet de politiques publiques. Celles-ci ne peuvent pas être pensées au niveau international : à cette échelle, il est possible d'encadrer les caractéristiques d'un produit mais pas de fixer des règles de production, un sujet trop complexe. Hervé Guyomard préconise donc un encadrement à l'échelle européenne fondé sur des règlements, avec l'idée de réduire les distorsions de concurrence au sein de l'UE et avec les produits importés. Pour lui, il est crucial d'informer et d'éduquer les consommateurs et les citoyens, ce qui les conduira à accepter de payer tout ou partie des surcoûts induits par des pratiques favorables au bien-être animal. Ce bien public devant être accessible à tous, des transferts à buts sociaux (subventions pour les ménages les plus pauvres, par exemple) devront s'opérer en faveur des consommateurs ayant de faibles moyens. Au-delà du financement des changements de pratiques (aides du second pilier de la PAC, par exemple), les pouvoirs publics doivent également d'après lui, aller plus loin et soutenir les investissements. Ce qui demande des ressources additionnelles à l'échelle européenne.

Place relative du bien-être animal et attentes spécifiques de la part des consommateurs

Est-ce que les consommateurs achètent du bien-être animal ? Retour sur l'étude des comportements de consommation

Romain Piovan (directeur du LIT OUESTEREL)

Le LIT Ouesterel a entamé [en 2023](#) un travail de fond pour comprendre les stratégies d'achat des consommateurs sensibles aux problématiques du bien-être animal. Une première enquête qualitative a montré qu'en l'absence de références, le consommateur appréciait le niveau de bien-être animal d'un produit de façon personnelle, en faisant appel à ses sens. Quatre types de consommateurs ou "personae" ont été identifiés (l'"émotif", le "traditionnel", le "personnel" et l'"engagé"). En 2024, ce travail s'est poursuivi par une analyse quantitative. Elle montre que 66 % des consommateurs partagent des caractéristiques avec ces quatre personae, donc une sensibilité et un intérêt pour le bien-être animal. Or cet ensemble de consommateurs effectue les deux-tiers des achats de produits carnés pour la restauration à domicile. Parmi eux, près d'un acheteur sur deux s'estime satisfait des informations dont il dispose, les comprend et leur fait confiance. Mais la grosse moitié restante ne sait pas dire si la viande qu'elle achète a été produite dans le respect du bien-être animal. Au quotidien, 80 % des consommateurs sensibles à ce sujet choisissent de réduire leur consommation de viandes, voire de réaliser des substitutions inter-espèces. Il n'est toutefois pas possible d'évaluer les conséquences en volumes de ces comportements. Lorsque la question leur est posée, plus de la moitié de ces consommateurs sont en tout cas demandeurs de plus d'informations.

Signalisation du bien-être animal sur les produits de consommation : guidelines de l'ANSES.

Julie Chiron (coordinatrice d'expertise, direction de l'évaluation des risques de l'ANSES)

Dans un contexte de multiplication croissantes des étiquettes (51 au niveau européen) et alors que la Commission européenne venait de présenter sa stratégie "De la ferme à la table", l'ANSES (agence nationale de sécurité sanitaire) s'est autosaisie en 2021 de la question de l'étiquetage du bien-être animal. Son but : objectiver le sujet et utiliser les données scientifiques pour établir des critères d'évaluation du bien-être animal, avec le souci de couvrir toutes les espèces et tous les systèmes mais aussi de considérer tant la sélection des animaux que la production elle-même et toutes les étapes de la vie de l'animal (élevage, transport, abattage). Scientifiques et parties prenantes ont abouti à la rédaction d'un protocole d'évaluation multicritères organisé autour de six domaines : les interactions comportementales, l'état mental de l'animal, son alimentation, son environnement, sa santé, la génétique dont il est issu. A ces domaines correspondent 14 critères et deux types d'indicateurs, reposant sur l'animal ou les ressources. Le score final résulte d'une agrégation des résultats obtenus au niveau des indicateurs, des critères, des domaines et des étapes de la vie de l'animal. La grille identifie cinq niveaux de bien-être animal, l'étage "sélection-multiplication" - pour lequel les informations sont potentiellement difficiles à trouver - étant pris en compte à partir du niveau C.

Analyse et retour d'expérience d'une coopérative de production sur la mise en œuvre de plans de progrès SBEA dans un contexte d'attentes multiples.

Christophe Couroussé (directeur développement agricole durable, Terrena)

C'est en 2005 que le groupe Terrena a commencé à s'intéresser à l'amélioration du bien-être animal, poussé par une démarche reposant sur des indicateurs lancés par Mc Donald's. Le groupe s'est notamment emparé de la question des antibiotiques : plus de 60 % des volailles standards étaient alors traitées, contre moins de 0,5 % aujourd'hui pour les produits de la

marque Nouvelle Agriculture. Pour Christophe Couroussé, directeur développement et agriculture durable du groupe, les éleveurs se montrent ouverts au changement à trois conditions : les évolutions techniques demandées doivent avoir été testées et validées, le marché doit financer les investissements à opérer et il faut protéger le marché des importations susceptibles d'engendrer une concurrence déloyale. En ce qui concerne l'étiquetage et la capacité du consommateur à payer un surcoût, le professionnel juge nécessaire de poursuivre les travaux afin d'amener le consommateur à bien comprendre la nature de ce qu'il achète. Dans un contexte de crise qui pousse les acheteurs vers le bas de gamme et alors que les conséquences du changement climatique sont appelées à s'aggraver, il invite à réfléchir l'étiquetage de façon plus audacieuse.

Analyse et retour d'expérience autour de la signalisation d'informations relatives au bien-être animal dans la multitude des informations produits
Bertrand Morand (responsable des partenariats et des filières agricoles chez Coopérative U)

Moins forte mais toujours présente (+20 % par rapport à 2022), l'inflation change les comportements d'achats en grandes surfaces. Les caddies sont moins remplis, les consommateurs passent plus de temps à faire leurs courses, les automatismes se réduisent, ils lisent davantage pendant les achats en rayon. Dans ce contexte, le bien-être animal, cité par 39 % des personnes interrogées dans un sondage C-WAYS Trendshaker, n'arrive qu'en 8ème position des critères d'achats, loin devant le prix (52 %). L'identification des produits reste compliquée. Seuls 7 % des familles repèrent l'étiquetage AEBEA*, contre 98 % pour le logo Nutriscore et 95 % - tous types de foyers confondus - pour la mention "élevé en plein air". Comment susciter l'intérêt et la compréhension du consommateur ? En 2021, Coopérative U a tenté d'étiqueter le niveau C du bien-être animal sur ses volailles en y associant un QR Code. L'arrivée de la grippe aviaire a mis fin à cet essai, qui ne s'est pas révélé fructueux. Dans le même temps, la consommation de poulet fermier s'est orientée à la baisse, les acheteurs choisissant d'arbitrer sur le prix. Les signaux peuvent paraître contraires mais pour Bertrand Morand, responsable des partenariats et des filières agricoles chez Coopérative U, le consommateur est en demande et il faut lui répondre, au moins pour valoriser le travail des filières. Ce qui requiert, entre autres, de faire émerger le bien-être animal par rapport aux autres logos.

*Association Etiquette Bien-Etre animal, étiquetage en 5 niveaux (A à E)

III. LE BIEN-ETRE ANIMAL POUR LA JEUNE GÉNÉRATION : MOTEUR D'UN SENS RENOUVELÉ ?

Dans cette session, la parole est laissée en grande partie aux jeunes, qui présentent avec leurs mots leur ressenti et leurs attentes en matière de bien-être animal, un sujet qui ne les laisse pas indifférents.

La place du bien-être animal dans la formation initiale : exemple du lycée Le Robillard.
Céline Lemignier (formatrice et chargée de projet au lycée Le Robillard, Calvados)

C'est sous l'impulsion d'une enseignante qui s'est formée en éthologie à Rennes en 2019 que le lycée agricole du Robillard a ouvert en 2020 une licence professionnelle certifiée par le CNAM. Intitulée "conseiller en élevage - spécialisation bien-être animal", celle-ci couvre 6 espèces, compte 560 heures de formation et 31 semaines en entreprise. Les étudiants profitent de l'exploitation du lycée (70 vaches laitières et 50 hectares de cultures de vente), qui a fait évoluer ses pratiques vers davantage de bien-être animal, équipant par exemple ses animaux de collier Medria. Ils bénéficient également des expérimentations menées au sein du GIEE "Bien vivre avec son troupeau", partenaire de la formation, de même que le LIT Ouesterel. Les étudiants qui sortent de cette licence sont embauchés à 85 % en CDI, surtout en filière bovine. En complément, le lycée a ouvert en janvier 2024 un module du BPREA centré sur la conduite d'élevage dans le respect du bien-être des animaux et des éleveurs.

Influence des conditions d'élevage des porcs sur l'attractivité des métiers : retour d'enquêtes auprès d'étudiants et de salariés en poste.

Caroline Depoudent (chargée d'études travail, Chambre d'agriculture de la Région Bretagne)

La passion d'abord, l'intérêt pour la relation à l'animal et son bien-être ensuite : ce sont les deux principaux critères qui guident les élèves de lycée agricole dans le choix de leur futur métier. C'est ce que montre une enquête menée en 2015 par la Chambre d'agriculture de Bretagne auprès de 1113 jeunes. Forte de ce résultat, l'organisation a voulu en 2023 aller plus loin dans sa compréhension en interrogeant un panel de 129 jeunes avant et après leur stage pratique en élevage porcin. Les a priori, importants, ne sont pas tous déjoués après ce passage sur le terrain. Les conditions dans lesquelles sont réalisées le stage ainsi que la qualité de l'accompagnement proposé au jeune pour l'aider à comprendre les pratiques qui le surprennent apparaissent déterminants. Comme le montrent les entretiens menés par la chambre, les professionnels expérimentés ont des motivations variées. Si pour certains la relation homme/animal est un point central, d'autres s'intéressent davantage à la technicité de l'approche zootechnique et à l'optimisation des performances de l'élevage. Ces différences d'intérêt montrent la richesse du métier mais nécessitent également d'être décryptées.

« Le bien-être animal, pour moi, c'est... » Présentation de l'enquête menée auprès d'élèves du lycée agricole La Touche (Morbihan)

Le LIT Ouesterel a mené en 2024 une enquête intitulée "Le bien-être animal, pour moi, c'est..." auprès de 63 étudiants du lycée agricole de La Touche. Présentés par quatre d'entre eux, les résultats montrent que les jeunes ne conçoivent pas le métier d'éleveur sans la dimension du bien-être animal. La production d'aliments, source de revenu pour l'exploitant, leur apparaît primordiale, mais ils placent cette thématique en deuxième position parmi les sujets prioritaires en élevage. Une bonne moitié y voit une opportunité ou une force tandis que 40 % ont une position « neutre » : c'est pour eux une évidence, il faut faire en sorte que l'animal se porte bien. Pour les étudiants, le bien-être animal s'apprend sur le terrain, mais également à l'école, un environnement neutre à la fois éloigné de toute préoccupation marketing et à même de questionner les pratiques familiales. Les jeunes, particulièrement lorsqu'ils sont issus du milieu agricole, perçoivent par ailleurs nettement la pression sociétale (78 %) sur ce sujet. Le bien-être animal ne participe toutefois pas pour tous à l'attractivité du métier, certains y voyant avant tout une exigence du consommateur. Plus des deux-tiers estiment néanmoins que le bien-être animal contribue à améliorer les conditions de travail des

éleveurs, entre autres parce que sa prise en compte peut permettre de simplifier certaines tâches (cas des maternités liberté). Dans cette logique, 54 % estiment rentables les investissements en faveur du bien-être animal. Les autres relèvent tout de même la fierté d'avoir des animaux en forme sur leur ferme.

La place du bien-être animal dans mon projet d'installation Sarah Cassonnet (future éleveuse en lien avec Innoval)

En première bac pro agricole, Sarah Cassonnet, 16 ans, raconte avec passion les transformations que ses parents ont opérées sur la ferme familiale. Parce que les 180 vaches n'allaient plus au robot, l'éleveur et sa famille ont repensé l'entièreté du bâtiment avec l'idée d'améliorer le confort de ses animaux, notamment en se débarrassant des portails et de la circulation guidée. Les vaches sont désormais installées dans des logettes de 20 places avec tapis. Elles ont accès à des abreuvoirs avec de l'eau tempérée, un bar à sel et se régulent seules. Trois ventilateurs rafraîchissent l'atmosphère en cas de fortes chaleurs. Bien qu'il ait été difficile à concevoir, l'espace nurserie est aujourd'hui une réussite : élevés en collectif, les veaux mangent mieux et s'apprennent les uns aux autres, simplifiant certaines tâches des éleveurs. Pour Sarah, sûre de sa vocation, prendre soin du bien-être des animaux est une évidence, voire même une nécessité pour garantir les performances du troupeau.

Table ronde. « Installation, transmission en élevage porcin : avec ou sans BEA ? » Lucie Gautier (Evel'up), Jean-François Appriou (Eureden), François Hémon (Porc Armor Evolution), Camille Letort (Elpor/Kermené), Thierry Lambert (Terrena).

Cinq éleveurs de porcs, tous à des stades différents de leur parcours, racontent comment ils en sont venus à réaménager leur ferme pour mieux prendre en compte le bien-être animal. Lorsque leurs bâtiments le leur permettaient, ils ont mis en place des maternités libertés. Et ils ont autant que possible augmenté l'espace disponible pour leurs animaux en prenant soin de limiter les entraves. Tous s'intéressent au comportement de leurs animaux et apprécient les contacts qu'ils ont avec eux, qui se font dans le calme. Ils notent aussi l'augmentation des performances techniques induites par l'arrivée de ces changements.

IV. TECHNOLOGIES NOUVELLES : CONCILIATRICES DE L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL ET DU BIEN-ÊTRE DES ANIMAUX ?

L'innovation peut accompagner efficacement le développement des bonnes pratiques en matière de bien-être animal. Dans cette quatrième session, plusieurs entreprises présentent les solutions qu'elles proposent et leurs intérêts en élevage.

Panorama des innovations technologiques au service du BEA et des conditions de travail.

Erwan Peltier (chargé de mission santé et productions animales et numérique chez Innozh)

En quelques années seulement, les outils technologiques disponibles dans les élevages ont considérablement accru leurs performances, selon Erwan Peltier, chargé de mission santé, productions animales et numérique chez Innozh. En 2021, il s'agissait essentiellement de

caméras qui permettaient à l'éleveur d'anticiper des problèmes qu'il ne pouvait pas détecter à l'œil nu. Depuis moins de deux ans, l'intelligence artificielle a fait son entrée dans les exploitations. En agglomérant des informations beaucoup plus complexes recueillies par les capteurs connectés présents sur les animaux, elle permet notamment à l'éleveur d'anticiper des problèmes sanitaires, avec à la clé des gains économiques.

Gestion numérique du parcellaire et du troupeau

Frédéric Mouvier (fondateur de Baoba)

Créée en 2018, l'entreprise Baoba propose une plateforme de gestion multi-filières animales et végétales pour les éleveurs et les organisations de producteurs. Comme l'explique Frédéric Mouvier, cofondateur de la société, l'outil est construit pour améliorer le bien-être des éleveurs. Il doit leur permettre de gagner du temps, de réduire la pénibilité du travail - notamment en rationalisant les outils numériques -, mais aussi en les aidant dans leur prise de décision et en les sécurisant, tant sur le plan réglementaire que dans la gestion de leurs données.

Développement d'une immunothérapie comme alternative à la castration chirurgicale des porcelets

Julie Rappe (cheffe de projet chez BioAZ)

La startup BioAZ, créée en 2022, développe une alternative à la castration à vif des porcelets reposant sur une immunothérapie biodégradable. Le principe consiste à injecter dans l'animal des fragments d'anticorps spécifiques des camélidés, les VHH (Variable Heavy domain) en vue de réguler la production des hormones hypophysaires à l'origine des odeurs désagréables parfois présentes dans la viande issue de porcs non castrés. Cette solution se veut tout aussi efficace mais moins contraignante que la vaccination. Elle est toutefois plus coûteuse à ce stade. Encore en phase de test, elle ne pourra pas être mise en marché avant 2027 ou 2028.

Le bien-être animal et les éleveurs : une approche intégrée et éco-conçue dans le développement des solutions Bioret Agri

Alysson Couchouron (coordinatrice d'études expérimentales chez Bioret Agri)

Fabricant de matelas pour vache et de sols pour étable, Bioret Agri associe le bien-être des animaux à celui de l'éleveur. Pour justifier un investissement en faveur d'un sol plus adapté au comportement des vaches, il met en avant la réduction du stress de l'exploitant, liée à la diminution des glissades, boiteries et autres maladies des pattes, mais également à la baisse des frais vétérinaires ou à la hausse de la production. Pour Alysson Couchouron, coordinatrice d'études expérimentales, il faut également prendre en compte l'image positive pour le métier que génère ce type de dépense ainsi que la réduction de l'impact écologique associé.

Présentation du logiciel de remplacement des personnels en cas d'absence et son impact sur la qualité de vie au travail

Xavier L'hostis (responsable innovation chez Adventiel)

Spécialiste du logiciel numérique pour l'agriculture, Adventiel a mis au point une application pour smartphone, Replace Me, destinée à faciliter la gestion par l'éleveur de son remplaçant. Partant du constat que de plus en plus de travailleurs ne viennent pas du monde agricole, la

société propose d'accompagner l'éleveur dans la description des tâches à accomplir, la programmation des interventions et le suivi à distance des opérations. L'application comprend un système d'appels téléphoniques et vidéo ainsi qu'une messagerie de type chat.